



## DECLARATION

Les organes dirigeants de la plate-forme politique de l'opposition burundaise, le CNARED-GIRITEKA ont tenu leur réunion statutaire du 24 au 26 mars 2018. Au terme de cette session, le Directoire du CNARED-GIRITEKA rend publique la déclaration suivante :

1. Depuis le putsch constitutionnel opéré en avril 2015 par M. NKURUNZIZA en briguant un troisième mandat, en violation flagrante de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi et de la constitution qui en est issue, le Burundi vit une profonde crise multidimensionnelle dont le bilan macabre est connu de tous.
2. Face au drame que connaît le peuple burundais, toute la communauté internationale s'est mobilisée pour inviter M. Pierre NKURUNZIZA à rejoindre la table des pourparlers inclusifs avec toutes les forces qui s'opposent à cette dérive en vue de trouver ensemble une voie pacifique de sortie de crise. Jusqu'à ce jour, M. NKURUNZIZA est resté sourd à tous les appels et autres pressions émanant de la Communauté de l'Afrique de l'Est, de l'Union Africaine, des Nations-Unies et des autres partenaires du Burundi.
3. Pour ajouter le drame au drame, M. NKURUNZIZA vient de convoquer le peuple burundais à un référendum de révision constitutionnelle d'amendement pour le 17 mai 2018. En effet, Ce référendum va consacrer une nouvelle Constitution qui va enterrer définitivement l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi.
4. Par cet acte, M. Nkurunziza franchit la ligne rouge et déclare la guerre au peuple burundais car, l'abrogation de l'actuelle Constitution va casser de ce fait le socle de la paix et de la réconciliation au Burundi, lui permettre de briguer des mandats à l'infini et donner un coup d'arrêt définitif au processus de négociations inclusives.

**Face à ce projet porteur de tous les dangers pour la paix et la sécurité du peuple burundais, le CNARED-GIRITEKA réaffirme à nouveau sa position :**

5. Le CNARED-GIRITEKA condamne avec énergie ce référendum qui risque de replonger le Burundi dans une guerre civile et demande au peuple burundais de boycotter cette mascarade de tous les dangers.
6. Par voie de conséquence, les résultats qui sortiront de ce référendum n'engageront nullement le CNARED-GIRITEKA ainsi que la grande majorité du peuple burundais pris en otage et embrigadé dans cette démarche unilatérale et partant anticonstitutionnelle, dans le contexte d'un terrorisme d'Etat sans nom instauré par la dictature du pouvoir en place. M. Pierre Nkurunziza devra donc assumer seul devant le peuple burundais et l'histoire les conséquences dramatiques de cette aventure suicidaire pour la nation burundaise.

7. Le CNARED-GIRITEKA lance un appel ultime aux Chefs d'Etat de la Communauté Est-Africaine et aux parrains de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation afin qu'ils dissuadent avec fermeté Monsieur Pierre Nkurunziza de son projet de référendum, macabre et porteur de tous les dangers, qui constituera un échec de toute la Communauté Est-Africaine et spécialement de ses Chefs d'Etats, mais aussi de la communauté internationale.
8. Le CNARED-GIRITEKA annonce qu'il est disposé à participer aux consultations et à la session des pourparlers inter-burundais de dernière chance. Toutefois, il estime que l'arrêt du référendum anticonstitutionnel projeté par Nkurunziza et la réaffirmation de la suprématie de l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation au Burundi devront être posés comme des préalables. En effet, la question de fond est celle de savoir ce que le CNARED-GIRITEKA irait négocier après la mascarade de référendum unilatéral en perspective.
9. Le CNARED-GIRITEKA réaffirme qu'il ne participera ni ne cautionnera aucune élection qui ne sera pas issue d'un Accord négocié entre toutes les parties prenantes au conflit de manière inclusive. Cet Accord devra indiquer clairement les conditions politiques, sécuritaires et autres à même de créer un environnement favorable à la tenue des élections libres, démocratiques, transparentes et partant crédibles.
10. Le CNARED-GIRITEKA demande à la communauté internationale de prendre toutes les mesures, y compris les sanctions qui s'imposent contre le pouvoir de Monsieur Pierre Nkurunziza s'il advenait qu'il franchisse le rubicond et que malgré tous les appels il enterre l'Accord d'Arusha à travers le pseudo référendum qu'il envisage en vue d'asseoir son pouvoir dictatorial au Burundi.

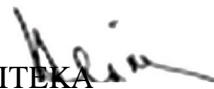
Fait à Bruxelles, le 26 Mars 2018

La liste des membres du Directoire signataires de la déclaration :

1) MINANI Jean (Dr), Président du CNARED-GIRITEKA



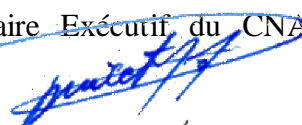
2) NDENZAKO Aline, 1ère Vice-Présidente du CNARED-GIRITEKA



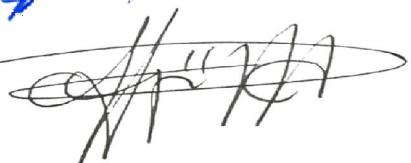
3) MUDEREGA Pamphile, 2e Vice-Président du CNARED-GIRITEKA



4) NIYONKURU Anicet, Président du Parti CDP, Secrétaire Exécutif du CNARED-GIRITEKA



5) CIMPAYE Pancrace, Porte-Parole du CNARED-GIRITEKA



6) NTAVYOHANYUMA Pie, Ancien Président de l'Assemblée Nationale du Burundi

7) RUFYIKIRI Gervais, ancien Vice-Président de la République du Burundi

8) BAMVUGINYUMVIRA Frédéric, Ancien Vice-Président de la République du Burundi,  
Président du Parti SAHWAMNYA-FRODEBU

9) HATUNGIMANA Léonidas, Président du Parti PPD-GIRIJAMBO

10) MINANI Séverin pour le Parti FRODEBU-NYAKURI, Iragi rya Ndadaye

11) MUGWENZEZO Chauvineau, Président du Parti UPD-ZIGAMIBANGA

12) NAHAYO Julien (Ambassadeur), Membre du Directoire du CNARED-GIRITEKA

13) NDAYIKENGURUKIYE Jean Bosco, Président du Parti KAZE-FDD

14) NDITIJE Charles, Président du parti UPRONA (Opposition)

15) NGENDAKUMANA Jérémie (Ambassadeur), ancien Président du Parti CNDD-FDD

16) NIMUBONA Zénon, Président du Parti PARENA-IMBOGORABURUNDI

17) NYANGOMA Léonard, Président du Parti CNDD

18) NZOBAMBONA Prosper, Président du Parti NADDEBU

19) SINDUHIJE Alexis, Président du Parti MSD